

Aux conseillers régionaux de la majorité
Conseil régional Rhône-Alpes

Lyon, le 4 mars 2013

Objet : le modèle économique de Pierre & Vacances en difficulté

Cher(e)s collègues,

Pour information, nous vous communiquons un article du magazine « Capital » (qui ne pourra pas être suspecté d'extrémisme écologiste) daté du 28 février 2013. Il concerne la société Pierre & Vacances et développe certains questionnements que notre groupe a déjà formulés à propos du modèle économique sur lequel repose les résidences touristiques proposées par cette multinationale. Et notamment, des niches fiscales taillées quasiment sur mesure et bénéficiant à des propriétaires aisés.

Pour information également, en décembre dernier, un amendement du groupe écologiste à l'assemblée nationale remettant en cause le dispositif de défiscalisation « Censi-Bouvard » a failli être adopté lors de la loi de finances 2013.

Cet amendement, soutenu par le rapporteur de la loi lui-même, Christian Eckert, contre l'avis du gouvernement, a été voté par une partie des députés socialistes et Front de Gauche.

Constatant que ce débat sur les politiques touristiques et fiscales dépasse les clivages partisans, nous souhaitons donc que les parlementaires socialistes, radicaux, Front de Gauche et écologistes puissent réformer en profondeur ces dispositifs.

Nous restons convaincus qu'un autre type de tourisme est possible, plus doux, plus diffus dans les territoires et tout autant créateur d'emploi que les projets portés par Pierre & Vacances.

Restant disponibles pour en débattre, nous vous prions d'agréer, cher(e)s collègues, nos cordiales salutations.

Pour le groupe Europe Ecologie les Verts,



Alexandra Cusey, co-présidente



Eric Piolle, co-président

PJ : Temps de chien pour Pierre & Vacances, article du magazine « Capital » du 28 février 2013.